

BASEBALL

Les Expos terminent leur saison montréalaise

Page B 6



CINÉMA

Le Carrousel de Rimouski commence

Page B 8

LE DEVOIR

ÉCONOMIE

PERSPECTIVES

Portrait déformé

Le gouvernement libéral est engagé dans un processus de remise en question de son modèle d'intervention en matière de développement économique. L'exercice pourrait être sain s'il n'était malheureusement pas subordonné aux impératifs budgétaires comptabilisant toute aide financière au rang de la dépense et invitant les entreprises à fonctionner sans l'État. L'exercice pourrait être constructif si les conclusions déjà prévisibles ne se nourrissent pas d'un portrait déformé par trois années de marasmes boursiers.

Déjà qu'un gouvernement libéral n'est traditionnellement pas entiché d'interventionnisme, même ciblé, il ne peut que tomber carrément dans le laisser-faire lorsqu'il est obnubilé par des contraintes budgétaires. Le gouvernement Charest vient d'enclencher un processus de consultations visant à remodeler la palette de sociétés d'État dédiées au développement économique et à revoir les mandats de chacune d'elles. Mais le jeu peut s'en trouver faussé d'emblée lorsque chaque injection de fonds publics est comptabilisée au rang de la dépense et que, par surcroît, on exige de ces leviers une contribution positive aux écritures budgétaires. Dans ce contexte, les SGF, Innovatech et Investissement Québec qui composent le paysage québécois deviennent aussitôt condamnées par trois années de marasmes boursiers.

La réflexion subira donc la déformation de rendements qui ne sont pas au rendez-vous. Ces pertes comptables, sur papier, venant léster les équilibres budgétaires du gouvernement, elles confineront inévitablement au rang de la nostalgie toute discussion sur la pertinence, sur la raison d'être de ces instruments de développement pourtant nécessaires à l'économie québécoise. Elles ramèneront ce partenariat privé-public maintes fois mentionné par l'équipe Charest à une relation à sens unique, à une participation du privé dans le secteur public.

Conjointement avec la FTQ, un des grands succès de ce soi-disant «modèle québécois», le Fonds de solidarité des travailleurs FTQ, a déposé hier un mémoire sur les orientations d'Investissement Québec devant la Commission des finances publiques. Présentant un bref survol de l'évolution des façons de faire au fil des deux dernières décennies — passant tantôt de la subvention directe à la mise sur pied du régime d'épargne-actions, tantôt de la Loi permettant la création du Fonds de solidarité à la transformation de sociétés d'État en partenaires du privé —, l'institution souscrit d'entrée de jeu à cet exercice de remise en question, voire de refonte ou de recentrage des leviers et des modes d'intervention. Cependant, pour reprendre un vieux cliché, on craint qu'au terme du processus, on ne jette le bébé avec l'eau du bain.

«Compte tenu de la petitesse de l'économie québécoise et de sa spécificité, il est indéniable que le rôle de l'État ne peut se limiter qu'à créer un environnement favorable aux entreprises.» Et le Fonds de solidarité ajoute: «La participation de l'État au financement des entreprises est non seulement importante mais doit être considérée comme en grande partie responsable de la vitalité économique du Québec au cours des dernières années.»

Cette institution, devenue en 20 ans le spécialiste en capital de risque le plus important au Canada, espère que le débat actuel ne consistera pas à déterminer si le développement économique doit se faire avec ou sans l'État mais bien à savoir comment l'État peut mieux jouer son rôle, en partenariat ou en complémentarité avec les autres agents économiques. Elle invite à regarder toute intervention publique de cette nature sous la forme d'un investissement et à comptabiliser les retombées économiques dans le rendement financier. En clair, «l'intervention gouvernementale en matière de capital de risque ne doit viser ni à financer de mauvais projets ni à abaisser artificiellement le coût du capital. Elle doit permettre de réduire le niveau de risque de projets socialement souhaitables et offrir une réelle perspective de rentabilité économique, ce qui permettra aux investisseurs privés de jouer leur rôle au bénéfice ultime de la société québécoise.»

Vu différemment, soit par une non-intervention, l'État soumettrait le développement et la diversification de l'économie québécoise aux seuls diktats des intérêts du secteur privé. Donc, absence de développement d'industries pouvant jouer un rôle prioritaire et implantation aléatoire d'entreprises structurantes, déjà courtisées par des provinces, des États et des pays largement interventionnistes. Absence aussi, donc, de capitaux patients ou de développement, en plus du sacrifice d'une vision globale et à long terme du potentiel au profit d'une rentabilité immédiate ou d'un rendement à court terme.

Cela est d'autant plus vrai que le capital privé est par définition frileux. Il est attiré par la mode du moment et se retire rapidement lorsque la perspective de rendement s'atténue ou s'éloigne. «Le secteur privé recherche les projets les plus prometteurs mais hésite à s'engager dans des projets socialement utiles, voire nécessaires, même s'ils offrent une perspective réelle de rentabilité, lorsque ces projets présentent un degré de risque trop élevé» et une rentabilité trop souvent lointaine, a résumé le Fonds de solidarité.

Face à un tel portrait, on peut se demander comment l'économie québécoise aurait pu tenir le coup, comme elle le fait depuis trois ans, face au ralentissement de l'économie américaine si, au cours de la décennie 1990, elle avait placé son sort uniquement entre les mains de capitaux privés, capitaux qui n'avaient alors d'intérêt que pour ce mirage appelé «nouvelle économie».

Pour retrouver l'élan des années de la Révolution tranquille

Sous-traitance: Jacques Ménard appuie les réformes de Charest

ÉRIC DESROSIERS
LE DEVOIR

Le numéro un de la Banque de Montréal au Québec, Jacques Ménard, appuie «sans équivoque» les réformes en faveur de la sous-traitance et de la réorganisation de l'État mises en branle par le gouvernement Charest.

«Il faut que certaines de nos pratiques rencontrent une certaine modernité», a-t-il déclaré lors d'une rencontre de presse hier à la suite d'un discours devant les membres de l'Association des manufacturiers et exportateurs du Québec.

Disant constater un retard grandissant du Québec en matière de productivité, de niveau de vie,

d'infrastructures publiques et d'efficacité gouvernementale, le président de la division québécoise de BMO Groupe Financier se montre favorable au projet libéral d'encourager l'établissement d'un partenariat public-privé, d'alléger la législation du travail et d'aider à la réduction des coûts de la main-d'œuvre.

Le monde bancaire

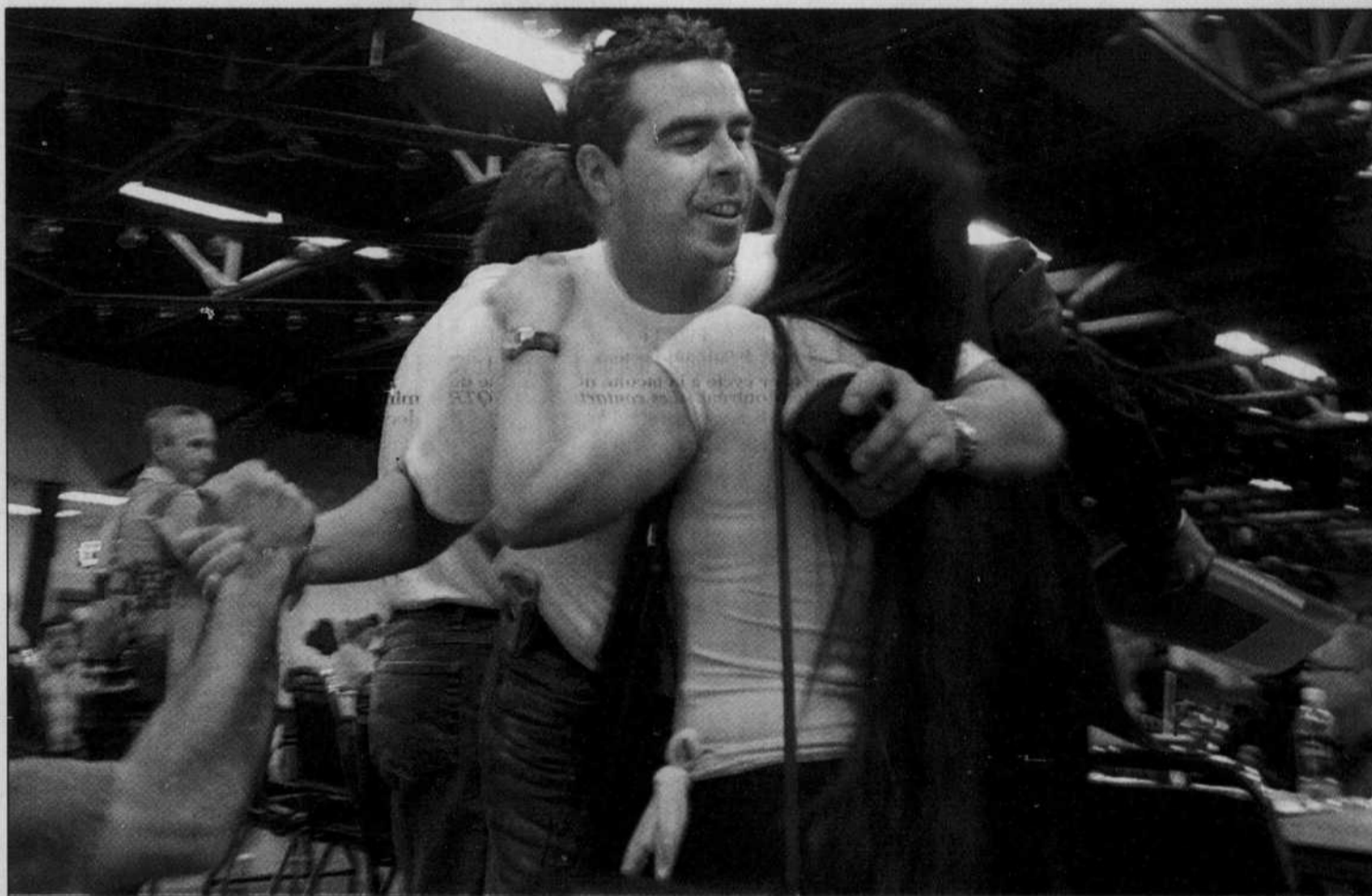
Prenant exemple sur les changements survenus dans le monde bancaire, qu'il connaît bien, il souligne que l'informatique et les autres technologies de l'information ont permis, au cours des ans, de libérer la majeure partie des employés de tâches cléricales monotones pour les affecter à des fonctions plus va-

lorisantes à titre de conseillers financiers. «J'aimerais cela, que nos jeunes aient le goût de faire carrière dans la fonction publique», a-t-il dit.

«Si nos ordinateurs peuvent émettre [sans intervention humaine] une carte de crédit de 10 000 ou 25 000 \$, pourquoi est-ce que l'on ne pourrait pas émettre un permis de conduire par Internet?», s'est-il demandé. Quant au recours à la sous-traitance dans le secteur public, ce coprésident de la campagne de financement de la Fondation de l'hôpital de Sainte-Justine fait remarquer que de «75 à 80 % de ce qui est fait dans un hôpital n'est finalement que de l'hôtellerie [...] comme laver des vitres, accueillir

VOIR PAGE B 4: SOUS-TRAITANCE

Fin de conflit chez Labatt



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

«ON RENTRE forts et la tête haute!» Tel était le message du syndicat des travailleurs de la brasserie Labatt hier alors que ses membres venaient d'accepter la nouvelle convention collective dans une proportion de 72 %. La grève qui prend fin aura donc duré trois mois. Normand Faubert, vice-président à l'information du syndicat (sur la photo), a tenu à féliciter chaleureusement Diane Boulé, la première employée temporaire qui obtiendra sa permanence dans les prochains jours grâce à cette entente. Nos informations en page B 3.

Le patronat américain entend porter plainte contre la Chine

REUTERS

Washington — La National Association of Manufacturers (NAM), principale fédération patronale de l'industrie de transformation américaine, a déclaré hier avoir l'intention de déposer plainte contre la Chine auprès de l'administration Bush pour sa politique concernant le yuan.

«La NAM se joint à d'autres groupes industriels, agricoles et professionnels pour tenter une action commerciale [...] contre la Chine pour sa manipulation de la monnaie», a déclaré dans un communiqué son président Jerry Jasinski.

Les principaux partenaires commer-

ciaux de la Chine tentent actuellement d'obtenir de celle-ci une réévaluation du yuan, ou l'adoption par Pékin d'un système de taux de change flottants. Les industriels américains, notamment, estiment que la devise chinoise est artificiellement basse, ce qui a des conséquences négatives sur leurs bénéfices et l'emploi.

Mais la banque centrale de Chine a réaffirmé hier qu'elle maintiendrait la stabilité du yuan tout en s'efforçant de réformer son système de taux de change. De sources proches du marché, on établit une relation entre cette déclaration et la baisse actuelle des quotas consentis aux établissements étrangers autorisés à investir en dollars sur les marchés chinois.

Paradis des investisseurs

PRESSE CANADIENNE

Washington — La Chine creuse l'écart la séparant des États-Unis, du Canada et d'autres pays à titre de lieu qui attire le plus l'investissement étranger direct, indiquait hier le bureau américain de consultants A.T. Kearney.

En 2002, le Canada, la France, l'Italie et l'Australie ont été évincés du palmarès des 10 pays les plus attractifs pour y investir, révèle le sondage annuel mené auprès d'un échantillon de cadres supérieurs responsables des relations internationales. Ainsi, le Canada est passé au 14^e rang, derrière la République tchèque et devant le Japon.

BAUME & MERCIER
GENÈVE - 1830



©2003 Baume & Mercier, Inc.

Hampton City

EN ACIER OU OR
AVEC OU SANS DIAMANTS
SUR BRACELET EN CUIR OU
BRACELET MILANAISE
www.baume-et-mercier.com

Célébrons 25 ans
d'excellence

CHÂTEAU D'IVOIRE

2020, rue de la Montagne • (514) 845-4651
www.chateaudivoire.com

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

Table with columns: Taux, Valeur, Bas, Ha, Diff. %

TORONTO

Ces titres, transigés hier, sont présentés en ordre alphabétique et leur valeur est exprimée en dollars canadiens.

LES COTES
TORONTO NEW YORK
TSX 7613,58
DOLLAR 1\$ canadien
LES DEVICES

Voici la valeur des devises étrangères exprimée en dollars canadiens

Table of exchange rates for various currencies like Israeli shekel, Jamaican dollar, etc.

COUP D'ŒIL

TORONTO S&P TSX (X-SPTT TSE) 250 Jours



La Bourse de Toronto

Table listing various stock indices and their values, such as Standard & Pears TSX, Canadian Smlcap, etc.

Canadian Venture

Table listing Canadian Venture funds and their performance metrics.

Le Marché Américain

Table listing American market indices and their values.

Les plus actifs de Toronto

Table listing the most active stocks in the Toronto market.

Les plus actifs du Canadian Venture

Table listing the most active funds in the Canadian Venture market.

decisionplus.com

Des cotes en temps réel pour aussi peu que \$9.95/mois

995.decisionplus.com

INDICES QUÉBEC

Table listing Quebec market indices and their values.

Centre d'Analyse et de Suivi de l'Indice Québec

Une initiative du Département de finance de l'Université de Sherbrooke et de l'ITREC.

LE DEVOIR

ÉCONOMIE

Fin du conflit chez Labatt

72 % des syndiqués se sont prononcés en faveur de la nouvelle convention collective

ALEC CASTONGUAY
LE DEVOIR

Le plus important conflit de travail en cours au Québec vient de prendre fin. Lors d'une assemblée tenue à Brossard hier, 72 % des 701 syndiqués de la brasserie Labatt présents au moment du vote — sur un total de 958 — se sont prononcés en faveur de la nouvelle convention collective soumise par les conciliateurs en fin de semaine. Résultat final: 506 votes pour, 192 contre et trois abstentions. L'exécutif syndical avait recommandé à ses membres d'accepter la proposition. Des deux côtés de la table de négociation, on se dit «très heureux» du verdict, estimant que «chacun y trouve son compte».

La grève, déclenchée le 16 juin dernier, aura donc duré trois mois. «Nous étions prêts pour un conflit qui pouvait durer jusqu'au printemps prochain», a expliqué Jean Lortie, président de la Fédération du commerce (CSN), qui représente les employés de Labatt. «Mais il fallait se demander si nous pouvions avoir mieux dans cinq mois, et la réponse était non. Il fallait bouger des deux côtés, et la proposition des conciliateurs est un peu venue sauver la face de tout le monde.»

Entente de sept ans

Le marathon de négociations entamé en fin de semaine dernière aura donc permis de déboucher sur une entente de sept ans. La hausse de salaire sera de 14 % et gonflera donc la rémunération annuelle moyenne chez Labatt, qui passera de 62 000 \$ à 66 000 \$.

Les deux parties ont fait des concessions sur les trois enjeux principaux du conflit, soit la sous-traitance, le régime de retraite et la permanence des travailleurs temporaires.

Dans le cas de la sous-traitance, l'entente prévoit l'impossibilité d'y avoir recours si le contrat a pour conséquences des mises à pied ou empêche de rappeler des syndiqués embauchés avant 1998. La direction de Labatt voulait que cela ne concerne que les travailleurs engagés avant 1993. «On a au moins gagné cinq ans là-dessus», a souligné Jean Lortie. Mais pour les nouveaux qui seront embauchés, on ne pourra malheureusement pas les défendre contre de la sous-traitance éventuelle. C'est un des points sur lesquels la compagnie était très inflexible au départ, et on a dû faire des concessions nous aussi.»

Paul Wilson, vice-président aux affaires publiques chez Labatt, s'est dit très content d'avoir réglé ce point. «On est allés chercher une souplesse qu'on n'avait pas avant, a-t-il dit en entrevue au Devoir. Ça

va nous permettre d'être plus concurrentiels et de profiter davantage du réseau mondial d'expertise d'Interbrew, auquel on appartient.»

Le régime de retraite sera également amélioré, de sorte que 380 personnes pourront profiter d'une retraite anticipée au cours des quatre prochaines années.

Dans le cas des 142 travailleurs temporaires, ils verront leurs rangs diminuer passablement puisque 100 employés deviendront permanents d'ici quatre ans. «C'est très bien parce que ces personnes ne gagnaient que 50 % du salaire des autres syndiqués, même s'ils faisaient le même job», a soutenu Jean Lortie.

Selon la CSN, les 28 % de travailleurs présents qui ont voté contre l'entente cherchaient à obtenir plus de gains pour les ouvriers temporaires et une meilleure protection contre la sous-traitance pour les employés récemment embauchés.

Un conflit coûteux

Du côté patronal, on s'est dit «très content» de la nouvelle convention collective, «surtout que c'est pour sept ans». Visiblement, le conflit a été pénible et Labatt ne voulait pas connaître un autre affrontement dans quelques mois.

La grève a englouti non seulement de l'énergie mais beaucoup d'argent. La maison mère de Labatt, Interbrew, estimait il y a quelques jours que le conflit à Montréal lui avait coûté 15 millions \$CAN au premier semestre clos le 30 juin, soit seulement deux semaines après le déclenchement de la grève. Hier, la direction de Labatt a refusé de dévoiler le montant total de la facture occasionnée par l'arrêt de travail, mais on peut penser que la somme totale est bien supérieure à 15 millions, surtout qu'au mois d'août, la brasserie a dû s'approvisionner en Ontario pour desservir le marché québécois. Selon *Le Journal de Montréal*, les ventes de Labatt auraient chuté de 10 % cet été.

Si les résultats financiers ont inévitablement souffert, l'image de l'entreprise serait intacte, d'après Paul Wilson. «On a fait régulièrement des sondages cet été et on a pu constater que l'image de la compagnie n'a pas été entachée, a-t-il dit. Les clients et les consommateurs ont été très patients.»

La rentrée au travail se fera graduellement à partir de demain. Tant du côté syndical que du côté patronal, on espère que les tensions disparaîtront rapidement. «On est tous majeurs et vaccinés, alors on va travailler ensemble pour que tout rentre dans l'ordre», a affirmé Paul Wilson. Selon lui, les premières livraisons de bière reprendront dès dimanche soir ou au plus tard lundi matin.

Ouverture du «Marché de chez nous»

Une nouvelle vitrine pour les produits régionaux

CLAUDE TURCOTTE
LE DEVOIR

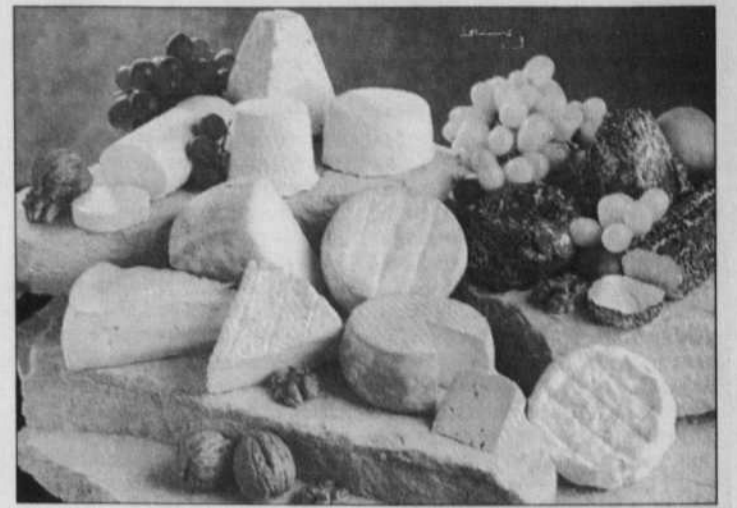
Une mise de fonds de 100 000 \$ de la part de la Financière agricole du Québec par l'entremise de sa filiale d'investissement, avec comme partenaires l'Union des producteurs agricoles (UPA) et l'une des commerçantes les plus dynamiques du marché Jean-Talon, donne le coup d'envoi à une démarche systématique en vue de faire connaître et de vendre les produits régionaux.

Ces trois partenaires ont formé une société en commandite qui exploite depuis le 7 septembre un commerce de vente au détail de produits régionaux dans le nouvel édifice de l'UPA à Longueuil. On l'appelle le «Marché de chez nous», mais en fait ce commerce est le résultat d'un concept unique à la croisée de l'épicerie fine, de la vitrine de produits régionaux connus ou à faire connaître, et d'un centre d'information du monde agricole.

Cette nouvelle entreprise aura comme exploitant Suzanne Bergeron, présidente du Marché des saveurs, lequel a pignon sur rue au marché Jean-Talon depuis trois ans. «On m'a approchée à cause de mon expertise», explique Mme Bergeron, qui travaille avec son mari, Antonio Drouin. On présente le Marché des saveurs comme le plus important commerce de vente de produits régionaux au Québec. Mme Bergeron s'approvisionne auprès de 3000 PME québécoises et propose quelque 5000 références de produits qui ne sont pas nécessairement tous d'origine québécoise.

125 fromages

La nouvelle boutique à Longueuil pourra offrir la plupart de ces produits, mais elle sera surtout une vitrine pour les produits du ter-



ARCHIVES LE DEVOIR

La boutique offre déjà 125 fromages mais aussi du saumon fumé, du caviar de l'Abitibi, du ketchup vert et des confitures.

roir de toutes les régions du Québec. Déjà, elle peut offrir 125 fromages, du saumon fumé, du caviar de l'Abitibi et d'autres produits haut de gamme, mais également des produits de consommation peut-être plus traditionnels, comme le ketchup vert, les confitures, etc.

Cette boutique qui sera ouverte tous les jours de la semaine et à longueur d'année aura les fins de semaine des activités promotionnelles qui seront animées par des producteurs et des transformateurs artisans, afin de faire découvrir et goûter les produits régionaux. À tour de rôle, les affiliés de l'UPA qui couvrent à peu près toute la gamme des productions pourront profiter de la présence du Marché de chez nous pour présenter leurs produits aux visiteurs. Par exemple, en septembre, les fraises et les framboises seront en vedette, ainsi que les produits du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Mme Bergeron dit avoir plusieurs projets en tête et se dit ou-

verte à tous. «Je parle à tout le monde», affirme-t-elle, mais elle rappelle que la politique de la maison est de vendre des produits régionaux de qualité. Mme Bergeron détient une participation de 34 % dans cette société en commandite. Sa boutique du marché Jean-Talon va continuer par ailleurs ses activités, lesquelles fournissent un emploi régulier à 17 travailleurs. «Il y a une demande pour les produits régionaux», est-elle en mesure de constater.

Cette vitrine à Longueuil, qui a fait l'objet d'une ouverture officielle hier en présence de Laurent Pellerin, président de l'UPA, et de Michel R. Saint-Pierre, nouveau p.d.g. de la Financière agricole, est la dernière initiative dans une longue suite d'efforts depuis plusieurs années pour la mise en valeur des produits du terroir québécois. Ces efforts donnent aujourd'hui des résultats concluants dans le cas de plusieurs productions, dont la plus spectaculaire est peut-être celle des fromages.

IS 300 2003 • 3,9 %
MOTEUR 6 CYLINDRES EN LIGNE DE 26 CV • INSTRUMENTS DE STYLE CHRONOMÈTRE
• BOÎTE MANUELLE 5 VITESSES À RAPPORTS COURTS

CS 300 2003 • 3,9 %
MOTEUR 6 CYLINDRES EN LIGNE DE 26 CV • TRANSMISSION AUTOMATIQUE À 5 RAPPORTS ÉLECTRONIQUE • CHANGEMENT AUTOMATIQUE À 6 CV MONTE DANS LE TABLEAU DE BORD

ATTENTION : ELLES DÉCOLLENT VITE.

ÉVÉNEMENT LEXUS 2003
OFFRES IRRÉSISTIBLES.

À quelle vitesse une Lexus peut-elle se rendre de la salle d'exposition jusque chez vous ? Pour le savoir, venez découvrir les Offres irrésistibles de Lexus. Vous serez emballé par de grandes premières en matière d'ingénierie, une finition impeccable et la promesse de performances exaltantes que vous attendez de Lexus. De plus, la IS 300, la série GS et la ES 300 vous sont toutes offertes à un taux de location de 3,9 %. Mais comme l'événement se termine fin septembre, vous allez vous-même devoir vous déplacer très vite... Pour contacter un concessionnaire Lexus ou en savoir plus : 1 800 26-Lexus • www.lexus.ca

À LA CONQUÊTE DE LA PERFECTION. LEXUS

*Taux d'intérêt de 3,9 % s'appliquent à un contrat de location de 24 à 36 mois de Lexus Services Financiers (LSF) pour une Lexus IS 300 2003. Approbation du crédit requise. **Taux de 3,9 % s'appliquent aussi à un contrat de location de 24 à 48 mois de LSF pour une Lexus GS 300 ou ES 300 2003. Approbation du crédit requise. Taux valable uniquement pour les modèles en stock chez les concessionnaires. Ne peut être combiné à aucune autre offre. Dépôt de garantie : 0 \$. Détails auprès du concessionnaire Lexus le plus proche. Offres expirant le 30 septembre 2003.

LE DEVOIR

CULTURE

Le Festival du Québec au Mexique dévoile sa programmation

CAROLINE MONTPETIT
LE DEVOIR

C'est une délégation de 105 écrivains et de 27 groupes de danse, de musique, de cirque et de théâtre qui prendra fin novembre la route de la ville de Guadalajara, au Mexique, pour célébrer l'événement Voilà Québec en México, qui se déroulera principalement à la Foire internationale du livre de Guadalajara, du 29 novembre au 7 décembre.

Ainsi, Gilles et Guillaume Vigneault, Gilles Courtemanche, Nicole Brossard, Serge Bouchard et Gérard Bouchard côtoieront Les Respectables, Louise Bédard Danse et Jorane pour représenter le Québec dans ce qui est qualifié de deuxième foire de vente de droits sur les livres en importance au monde.

On sait depuis longtemps que le Québec est le «pays» invité d'honneur de la Foire internationale du livre 2003. Le Québec et le Mexique tentent par ailleurs, à travers cette collaboration, d'établir un fonds spécial de soutien financier qui permettrait des échanges permanents de littérature québécoise vers le Mexique et de litté-

ture mexicaine vers le Québec.

Hier en conférence de presse, Gaston Bellemare, éditeur des Écrits des Forges et président du Festival international de poésie de Trois-Rivières, a fait valoir que le Mexique représente un immense marché potentiel pour les éditeurs. Par comparaison, le Québec constitue un marché «trop étroit» mais peut compenser par des occasions de traduction d'œuvres mexicaines et d'accès à la francophonie. Les Écrits des Forges, qui participent depuis longtemps à des échanges Québec-Mexique, ont pour leur part déjà mis en circulation autour de 10 000 ouvrages de poésie québécoise sur le marché mexicain. Ils comptent bien en importer autant.

«D'ici deux ans, le Mexique constituera le principal marché de l'éditeur de poésie Écrits des Forges, a-t-il dit. Nous y vendrons davantage qu'au Québec et en France.»

Pour l'occasion, le Bureau des saisons du Québec a procédé à la traduction en espagnol d'une

vingtaine d'œuvres québécoises, dont trois anthologies, auxquelles s'ajouteront une trentaine d'autres œuvres traduites par des voies parallèles.

Chaque année, la Foire internationale du livre de Guadalajara compte, en plus de ses activités de vente de droits et de promotion de livres, un important volet didactique au cours duquel des chercheurs se rencontrent pour discuter de divers sujets d'actualité ou liés au monde de l'édition.

Cette année, les forums auxquels participera la délégation québécoise porteront notamment sur la diversité culturelle, la jeunesse et la rencontre des cultures, ce dernier thème regroupant entre autres celui des cultures autochtones et de l'enseignement des langues étrangères.

Nouveauté au programme, la rencontre comptera également un grand colloque portant sur le thème de l'environnement et du développement durable, où on abordera en particulier la probléma-

tique de l'eau. Une rencontre portera également sur le thème des femmes et du pouvoir. La délégation de chercheurs québécois qui participera à ces activités demeurera à être établie.

Parallèlement à ces activités, le Québec sera présent ailleurs au Mexique, notamment à Mexico et à Guanajuato, où de nombreux spectacles seront présentés, notamment Casa Azul, de Robert Lepage, qui porte sur la vie de la célèbre peintre mexicaine Frida Khalo. Une importante opération économique aura également cours dans la chaîne de grands magasins Palacio de Hierro («Palais de Fer»), qui ont acheté pour deux millions \$US de marchandises québécoises afin de les écouler sur le marché mexicain. La chaîne de librairies Gandhi et le réseau de libraires du Conalcuta ainsi que le Conseil des arts et de la culture du Mexique offriront également des exemplaires de littérature québécoise, en français et en espagnol, sur leurs rayonnages.

L'ensemble de l'opération entraînera pour le Québec des frais de 3,2 millions de dollars répartis sur deux ans.



SOURCE: LE CARROUSEL INTERNATIONAL DU FILM DE RIMOUSKI
Le film canadien Zurdo est présenté en primeur au festival de Rimouski.

Cinéma pour enfants

Le Carrousel de Rimouski commence

LE DEVOIR

À 21 ans bien sonnés, ce festival, bien que très adulte, s'adresse au jeune public des cinéphiles en herbe. Le Carrousel international du film de Rimouski, véritable succès régional, s'ébranlera dimanche prochain et roulera jusqu'au 28 septembre. Sous le thème «Un monde d'images», cette 21^e édition offrira aux enfants un tour d'horizon cinématographique hors du monopole Disney.

L'ouverture est assurée par la merveilleuse animation Les Triplettes de Belleville de Sylvain Chomet. Avec la plus grosse programmation de son histoire, le Carrousel présentera 107 films en provenance de 21 pays, dont 12 premiers québécois et quatre premiers mondiaux. Dix longs métrages, neuf courts métrages et dix courts films d'animation sont en lice pour les prix Camério.

Cette année, le Carrousel innove

en présentant une sélection de documentaires, dont *Faut-il que j'aie mon père?*, de la Québécoise Nathalie Synnet. Parmi les longs métrages en compétition, signalons *Appelle-moi Aksel*, une production danoise de Pia Bovin, *Miss Entebbe*, de l'Israélien Omri Levy, et *Zurdo*, du Mexicain Carlos Salces. Du côté de l'animation, *Le Voyage de Chirico*, du Japonais Hayo Miyazaki, arrive à Rimouski coiffé du prestigieux Ours d'or de Berlin.

Des activités culturelles sont orchestrées en marge des projections: l'atelier de la Lanterne magique permet à une centaine de jeunes de réaliser des films d'animation; KinO-Kabaret offre un atelier de création cinématographique. Une classe de maître sur le cinéma d'animation de marionnettes est proposée. Quant au séminaire «Réaliser des documentaires, un choix ou une nécessité d'expression», il entend réunir de jeunes cinéastes, des producteurs et des diffuseurs régionaux.

EN BREF

L'art marginal à l'étude

(Le Devoir) — Un colloque international traitant de «l'indiscipline et de la marginalité dans le champ social et artistique» a lieu aujourd'hui et demain à la Société des arts technologiques. La Société des arts disciplinés (SAD), en partenariat avec le CELAT (Centre interuniversitaire d'études sur les lettres, les arts et les traditions) et Quartier Éphémère, dans le cadre de l'exposition *Hors pairs* (à venir à Quartier Éphémère), présentent ce colloque intitulé «Indiscipline et marginalité». L'art brut, l'architecture outsider, les écrits asilaires, l'art moderne et l'art populaire mexicain seront à l'étude. Renseignements: Société des arts disciplinés, (514) 987-3000, poste 2601.

Les Invasions barbares aux Oscars?

(Le Devoir) — Le Canada vient de proposer aux Oscars dans la catégorie du meilleur film en langue étrangère *Les Invasions barbares*. Deux fois primé à Cannes, classé meilleur film canadien au dernier Festival de Toronto, *Les Invasions barbares*, acheté par le puissant distributeur américain Miramax, a de fortes chances de se retrouver en nomination dans cette catégorie et peut-être dans d'autres. On saura le 27 janvier prochain s'il est dans la course.

Scorsese au FCMM

(Le Devoir) — Le Festival du nouveau cinéma et des nouveaux médias de Montréal (FCMM) lancera en première mondiale la série *The Blues*, produite par Martin Scorsese. Sept cinéastes de renom et grands amateurs de blues, Martin Scorsese, Wim Wenders, Richard Pearce, Charles Burnett, Marc Levin, Mike Figgis et Clint Eastwood, portent un regard sur cette musique. La série ouvrira la section «Portrait» de la 32^e édition du festival, qui roulera du 11 au 21 octobre.

Retour à Bagdad

Bagdad (AFP) — La «Mona Lisa de la Mésopotamie», une des pièces maîtresses du Musée de Bagdad volée après la chute du régime de Saddam Hussein en avril, a été retrouvée, a annoncé hier le ministre de la Culture. Il s'agit d'une sculpture sumérienne en marbre représentant une tête de femme datant de plus de 5000 ans.

YFB a le vent dans les voiles

La compagnie québécoise continue ses acquisitions

BERNARD LAMARCHE
LE DEVOIR

Diffusion YFB est en train de se tailler une place enviable chez les producteurs de disques et de spectacles au Québec. En plus de gérer les destinées d'artistes comme Eric Lapointe ou Mélanie Renaud, des transactions récentes grossissent la pointe de la tarte que convoite la compagnie. En plus d'avoir signé un bail avec l'ancien Théâtre des Variétés, comme le dévoilait hier *Le Devoir*, Diffusion YFB a mis la patte sur le producteur de spectacles Génération, en plus de négocier un contrat «d'importance» avec une compagnie de disques française.

Le 1^{er} août dernier, Diffusion YFB a signé une entente de location avec l'ancien Théâtre des Variétés, continuant l'aventure du Cabaret du Plateau avec une programmation plus dense. «La location est exclusive», a confirmé de Paris Yves-François Blanchet, président de Diffusion YFB, qui trône également depuis quelque temps à titre de président de l'ADISQ. L'ensemble de l'immeuble est à la disposition exclusive de YFB en vertu d'un bail qui par option peut durer jusqu'à dix ans.

L'exemple de la compagnie de disques La Tribu sera suivi. «C'est clair qu'on va beaucoup utiliser notre salle.» Avec des artistes comme Eric Lapointe, Caroline Néron ou même Vénus 3, Blanchet ne s'inquiète pas de remplir la salle de 550 places. «On peut rentabiliser Eric Lapointe là-dedans et, si on peut faire ça, on peut faire tout ce qu'on veut.»

De plus, Diffusion YFB vient d'acheter la compagnie de

conception et de production de spectacles Génération. Fondée en 1998, la compagnie a été nommée «agence de spectacles de l'année» au gala de l'ADISQ en 2002. Là, on parle d'artistes comme Les Respectables, Kevin Parent, Eric Lapointe (YFB s'occupait jusqu'alors des disques) ou La Chicane. «Ça nous donne une masse critique importante qui nous permet de faire fonctionner la salle.» Sans compter les activités avec la France, sur lesquelles Blanchet est resté muet, à ceci de près qu'elles concernent un catalogue important.

La situation de la salle, au cœur du Plateau, n'est pas pour nuire. Les infrastructures de scène et les systèmes de son et d'éclairage ont été rajeunis et renforcés. L'idéal serait de faire en sorte que la boîte se suffise à elle-même. Les prix des billets devraient rester bas et un fonctionnement sept jours sur sept est souhaité. Un projet de lundis soirs animés par Eric Lapointe est envisagé; les styles musicaux iront «de l'alternatif jusqu'au tango».

Une industrie précaire

YFB se positionne avantageusement, mais Blanchet ne pavise pas. «Tout ce qui s'appelle industrie musicale est dans une position précaire. On est comme tout le monde, avec des problèmes de capitalisation, on est tributaire des programmes d'aide publique. Mais notre plan est de ne pas reculer avec le marché. Ça veut dire de faire notre petite convergence à nous. Puisque les revenus du disque vont rester pendant un nombre probablement important d'années extrêmement fragiles, et si on ne veut pas cesser de produire et de développer du contenu, il

va falloir se financer autrement.» Les revenus de spectacles d'YFB seront maximisés par cette transaction, sans compter sur les revenus de bar. Un des coups d'envoi de l'affaire sera donné le 25 septembre, lors du Festival Pop Montréal.

20^{ième} SALON DU LIVRE ANCIEN DE MONTRÉAL

La Confrérie de la Librairie ancienne du Québec

PAVILLON DES ARTS DE STE-ADELE

présente en collaboration avec

MARSH

Une société MMC

Stephan Sylvestre, piano

AU PROGRAMME

Beethoven,
Brahms, Chopin

Samedi 20 septembre à 20 h

Billet: 25\$ (incluant vin & fromage après le concert)

RÉSERVATION: (450) 229-2586

journal-montreal

1364, chemin Pierre-Péladeau (sortie 69 de l'autoroute des Laurentides)

20 et 21 septembre 2003

Samedi de 12h à 18h — Dimanche de 11h à 17h

UNIVERSITÉ CONCORDIA

Pavillon McConnell

1 400, boul. de Maisonneuve O.

Tél.: (514) 899-1118 1 888 989-1118

GRAND CHOIX DE LIVRES ANCIENS ET RARES, ILLUSTRÉS, PREMIÈRES ÉDITIONS, BELLES RELIURES

LE DEVOIR ADMISSION : 5.00 \$ pour les deux journées

FONDATION MARIE-VINCENT

WWW.MARIE-VINCENT.ORG

1 888 561-2433